

CAMEROUN : FICHE PAYS MAI 2022



Catégorie OCDE (2021) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / B2 / B

Change : Franc CFA d'Afrique Centrale (XAF) / Régime de change fixe ancré à l'euro

Horizon de réduction des GES: -35% horizon 2030

FORCES

- 1^{ère} économie de la CEMAC
- Ressources agricoles, pétrolières/ gazières et minières
- Stabilisation du déficit public qui reste modéré

FAIBLESSES

- Comptes extérieurs et publics dépendants du pétrole
- Risque de surendettement élevé
- Environnement des affaires difficile
- Insécurité dans l'extrême-Nord, tensions avec la minorité anglophone.

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : hausse des risques politiques/ sécuritaires

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : l'activité a accéléré depuis la crise COVID, pour atteindre 3,5% en 2021. Le FMI table sur une croissance de 4,3% en 2022, tirée par la production d'hydrocarbures (pétrole et gaz), mais aussi la réalisation des projets d'infrastructures. Des incertitudes pèsent toutefois sur cette prévision, tant sanitaires (éventuel rebond de la pandémie dans un pays où le taux de vaccination reste faible) qu'économique (inflation, difficultés d'approvisionnement). La situation sécuritaire dans les régions anglophones et au Nord du pays pourrait également peser sur les investissements.
- Vulnérabilité des comptes publics : le gouvernement prévoit une réduction de son déficit public en dessous de -3% du PIB en 2022. Malgré la hausse attendue des recettes (notamment du secteur pétrolier), la progression des dépenses (soutien face à la hausse des prix, sécurité/défense...) pourrait retarder la réalisation de cet objectif. L'endettement pourrait amorcer une baisse en 2022 à 45% du PIB (47% en 2021), sous réserve d'une amélioration du solde budgétaire, mais le niveau élevé de la charge d'intérêt est une source de vulnérabilités.
- Vulnérabilité extérieure : exportateur de pétrole et d'autres matières premières le Cameroun devrait bénéficier de cours orientés plutôt favorablement. Le déficit courant pourrait ainsi être ramené à moins de -2% du PIB selon le FMI. La dette extérieure aurait atteint un pic en 2021 à 36% du PIB. Le refinancement d'un Eurobond courant 2021 a permis une amélioration du profil de remboursement. Le risque de surendettement reste cependant élevé en raison du poids du service de la dette.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : la capitalisation du secteur bancaire est satisfaisante. Les créances douteuses dépassaient 14% fin septembre 2021. La liquidité des banques est globalement bonne mais pourrait se dégrader avec la levée progressive des mesures prises par la BEAC face à la crise COVID.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Les tensions politiques et sociales sont vives et pourraient être renforcées par l'accentuation des pressions inflationnistes. La situation sécuritaire, très tendue, dans les régions anglophones de l'Ouest du pays et la menace terroriste de Boko Haram au Nord contribuent à détériorer la stabilité du pays.
- Climat des affaires : la situation en termes de gouvernance ne montre pas d'amélioration notable. Les risques sécuritaires constituent un frein aux investissements étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : le Cameroun, faible émetteur de CO2 (137/ 145 pour les émissions par hab.) est très vulnérable aux changements climatiques (sécheresse, inondations...). Le Gouvernement a pris des engagements en matière de reforestation.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2014 et 2018 (% du total)

Exportations		Importations	
Chine	14,2%	Chine	18,9%
Pays-Bas	13,5%	France	10,2%
Italie	9,8%	Nigéria	9,0%
Espagne	8,0%	Etats-Unis	3,6%
France (6 ^{ème})	7,0%	Allemagne	3,6%

Source: International Trade Center

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2016 et 2020 (% du total)

Exportations		Importations	
Pétrole, pdts pétroliers	38,5%	Pétrole	11,6%
Cacao	20,1%	Machines, app. méca.	8,7%
Bois	17,0%	Machines, eqpts élect.	8,1%
Fruits	3,6%	Céréales	8,0%
Aluminium	3,5%	Véhicules automobiles	6,0%

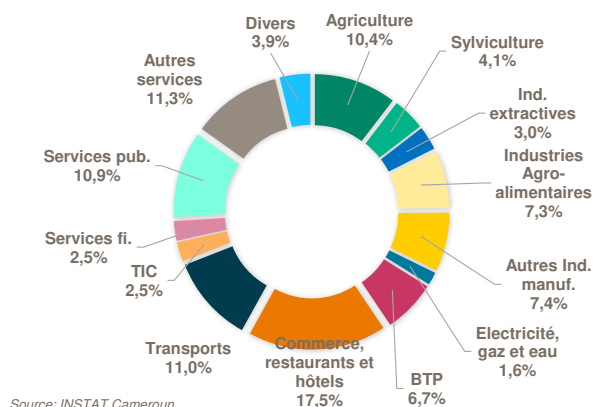
Source: International Trade Center

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CAMEROUN		2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		36,1	40,0	39,7	40,9	45,0	45,7
	<i>Rang PIB mondial</i>	98	97	96	92	90	87
Population (Mns)		24,6	25,2	25,9	26,5	27,2	27,9
	<i>Rang Population mondiale</i>	55	54	54	54	53	51
PIB / habitant (USD)		1 469	1 586	1 533	1 539	1 655	1 638
Croissance PIB (%)		3,5	4,0	3,5	0,5	3,5	4,3
Inflation (moyenne annuelle, %)		0,6	1,1	2,5	2,5	2,3	2,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		7,7	6,2	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)		36,5	38,3	41,6	44,9	47,2	45,0
Solde public (% PIB)		-4,7	-2,4	-3,2	-3,7	-3,8	-2,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		6,2	5,5	6,5	6,6	8,6	6,0
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)		-2,6%	-3,5%	-4,3%	-3,7%	-3,3%	-1,6%
IDE (% du PIB)**		2,2%	1,6%	2,3%	2,0%	1,9%	2,0%
Réserves CEMAC (en mois d'importation B&S)		2,2	2,6	3,6	3,1	3,3	3,9
Dette extérieure totale (% PIB)		28%	30%	33%	32%	36%	35%
Dette extérieure CT (% PIB)*		1,5%	1,1%	1,0%	0,9%	NA	NA
Taux de change		547,0	572,9	583,9	534,6	579,2	NA
SYSTEME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés		9,69	10,2	10,73	13,8	13,9	NA
Taux de NPL		10,84	12,6	12,81	13,4	14,2	NA
ROE		19	34	16,03	19,5	18,7	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		189	191	191	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		163	166	167	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a		137	137	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		117	117	124	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO & REO avril 2022);*Banque Mondiale;**Oxford Economics a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Cameroun : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2020)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une croissance dépendante des ressources naturelles**

Le Cameroun est l'économie la plus importante de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC¹) avec plus de 40% du PIB de la zone et 55% de la population régionale.

La croissance du pays est essentiellement soutenue par la production agricole (cacao, café, bananes...) et sylvicole, pesant pour près du quart de la valeur ajoutée nationale.

Le Cameroun dispose d'importantes ressources naturelles, notamment de pétrole. La production est toutefois moins élevée que celle des autres pays pétroliers de la CEMAC² (Gabon, Tchad, Guinée Equatoriale, Congo). Le manque d'investissements et le déclin naturel des champs de pétrole limitent fortement les perspectives de production, qui pourrait baisser de 3% en 2022 selon les estimations de Fitch.

La production de gaz (GNL) est à l'inverse en progression, grâce notamment au lancement en 2018 de la production de l'unité flottante de Hilli Episeyo au large du port de Kribi. Le Cameroun est ainsi devenu le 2^{ème} pays au monde (après la Malaisie) à produire du GNL au moyen d'une unité flottante. La production devrait passer de 1,2 Mns t/ an à 1,4 Mns t/an en 2022 ;

A plus long terme, le pays compte sur le développement de grands projets d'infrastructure régionaux pour soutenir sa croissance. Les secteurs des transports (routes et lignes ferroviaires vers le Nigeria et le Tchad) et de l'énergie (barrage de Nachtigal) sont notamment prioritaires. Dans le cadre de sa stratégie de développement à moyen terme (SND-30), les autorités ambitionnent également la progression de la production industrielle.

- **Reprise potentiellement atténuée par l'inflation**

L'économie camerounaise a évité la récession en 2020 puis a rebondi à 3,5% en 2021.

L'inflation a commencé à accélérer fin 2021 en raison du renchérissement des biens alimentaires et des coûts de transport. Cette tendance s'est accentuée début 2022, renforcée par les conséquences de la crise en Ukraine. L'inflation a atteint 3,5% en février 2022 (2,4% en novembre 2021) et pourrait peser sur la demande des ménages.

Le pays dépend de la Russie à hauteur de l'ordre de 20% pour ses approvisionnements en engrais et en céréales et pourrait en conséquence rencontrer des problèmes d'approvisionnement. Toutefois, le pays bénéficiera des cours élevés des hydrocarbures qui soutiendront ses exportations. La réalisation des projets du plan de développement et la poursuite de la montée en

puissance de la production de gaz devraient tirer l'investissement. **La croissance pourrait ainsi accélérer à 4,3% en 2022**, retrouvant ainsi le niveau de croissance moyenne 2012-18 (4,7%).

D'importantes incertitudes pèsent cependant sur ces prévisions, notamment l'évolution de la situation sanitaire. Le nombre de nouveaux cas COVID est au plus bas, mais le taux de vaccination est très faible et une reprise de l'épidémie ne peut être écartée. Par ailleurs, la situation sécuritaire liée aux tensions séparatistes dans les régions anglophones constitue un frein aux investissements.

- **Situation fragile du secteur bancaire**

La capitalisation du secteur bancaire est correcte à 14% fin 2020 (pour un minimum requis de 10,5%). Mais certains établissements de petite taille, représentant 16% des actifs seraient sous capitalisés³. Les créances douteuses dépassaient 14% fin septembre 2021 (12,8 % en 2019) La liquidité des banques est globalement bonne mais pourrait se dégrader avec la levée progressive des mesures prises courant 2020 par la BEAC face à la crise COVID pour soutenir le crédit. Le crédit à l'Etat a progressé et représentait en juin 2021 plus de 20% des actifs (15% fin 2019).

En août 2020, le FMI avait fait part de ses préoccupations concernant les banques exposées à la société de raffinage nationale SONARA. La compagnie avait en effet déclaré un moratoire unilatéral sur sa dette (795 Mds FCFA, soit 1,4 Mds\$, détenue au tiers par les banques) après la destruction de certaines de ses unités de production, à la suite d'un incendie fin mai 2019. Deux accords de restructuration signés en septembre 2020 et octobre 2021 avec les banques créancières prévoient un échelonnement de remboursement sur 10 ans. Les banques ont été dispensées des obligations de provisionnement.

Deux banques en difficultés ont fait l'objet d'une opération de restructuration de l'Etat qui a pris le contrôle de l'UBC (Union Bank of Cameroon) et de la Commercial Bank-Cameroon. Cet établissement devrait être privatisé en 2022, la part de l'Etat étant ramenée de 98% à 17%.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Des efforts de gestion des finances publiques**

L'état des finances publiques camerounaises s'était fortement détérioré en 2016 (grands projets d'infrastructure, chute des cours des matières premières, dépenses sécuritaires). Les mesures visant à améliorer le recouvrement des taxes et une meilleure sélectivité des investissements avait permis de réduire progressivement le déficit à moins de 3% du PIB en 2019.

¹ Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equ., Tchad

² Moins de 65 000 bl/j en moyenne en 2021 pour le Cameroun contre plus de 270 000 pour le Congo, plus de 175 000 bl/j pour

le Gabon, 140 000 pour la Guinée Equatoriale et 90 000 pour le Tchad.

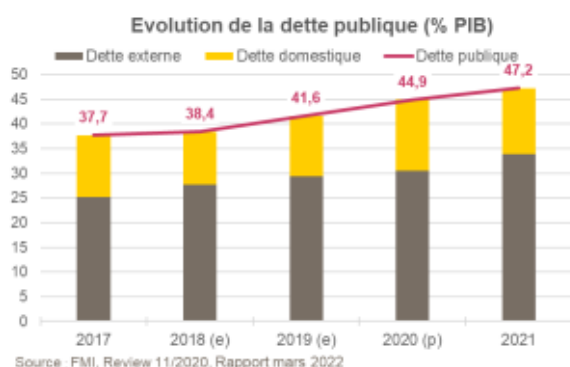
³ Source EIU



Les conséquences de la crise du coronavirus ont conduit à une nouvelle dégradation du solde avec la hausse des dépenses dans le cadre d'un plan de soutien (825 Mns \$, soit 2% du PIB sur 3 ans). Le déficit s'est cependant creusé modérément à -3,8% et le gouvernement a prévu dans son budget 2022 de ramener le déficit en dessous de 3%. Le niveau élevé des cours des hydrocarbures devrait améliorer les recettes de l'Etat (les revenus de pétrole représentent de l'ordre de 2% du PIB, 14% du total des recettes de l'Etat). Les dépenses devraient cependant progresser : les subventions devraient être maintenues voire augmentées face à la hausse des prix, les transferts en faveur des entreprises publiques ne pourront pas être réduites, les dépenses de sécurité/défense resteront élevées pour faire face à la dégradation de la situation dans les régions anglophones et à la menace terroriste croissante. Si le gouvernement souhaite maintenir ses plans d'investissement sans détériorer davantage le solde budgétaire la progression des recettes hors pétrole sera nécessaire. A ce titre, la suppression des exemptions et réductions fiscales accordées pendant la crise COVID, de nouvelles taxes (sur les transferts d'argent par mobile) et l'accélération de la croissance pourraient favoriser les revenus. **Une réduction du déficit en dessous de 3% dès 2022 paraît toutefois ambitieux.**

Malgré une réduction de l'endettement de la société de raffinage nationale SONARA, la situation financière des grandes entreprises publiques continue à faire peser un risque sur les finances publiques.

- **Le niveau élevé du service de la dette est source du vulnérabilité**



La dette publique a fortement progressé au cours des cinq dernières années en relation avec le financement de projets d'investissement public. Le taux d'endettement public s'établissait à 47% du PIB, inférieur au niveau moyen de la dette publique de la CEMAC (56%)⁴. Le FMI prévoit un ratio de l'ordre de 45% du PIB en 2022 à la faveur de l'amélioration du solde budgétaire.

La dette de la compagnie publique de raffinage SONARA estimée à fin 2020 à 3% du PIB est incluse dans la dette

publique. La dette d'autres compagnies d'Etat n'est pas comptabilisée mais son montant est évaluée à plus de 8% du PIB par le FMI⁵. **La dette publique est majoritairement externe (de l'ordre de 70% du total). Le service de la dette camerounaise est élevé**, alourdi par les échéances de dette court terme des entreprises publiques. Les échéances en principal et intérêts représenteraient ainsi de l'ordre de 50% des revenus de l'Etat en 2021, mais devrait baisser à partir de 2022. **En raison de ce poids élevé du service de la dette, le Cameroun présente un risque élevé de surendettement** selon le FMI³.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance au secteur primaire**

Les exportations du Cameroun sont dominées par des produits peu ou pas transformés, ce qui rend le pays vulnérable aux cours des matières premières.

Les exportations de **pétrole** (environ 40% du total) devraient bénéficier de la hausse des cours dont l'effet positif devrait cependant être atténué par la tendance à la baisse de la production. **Les exportations de gaz** devraient continuer à augmenter avec la montée en puissance de la production du site de Kribi, **GNL** destiné principalement aux marchés asiatiques (notamment Corée du Sud et Inde), mais aussi au Koweït et à la Turquie.

Le cours du **cacao** (20% des exportations en moyenne sur 2016-2020), semble bien orienté début 2022 en raison d'incertitudes sur l'offre des deux principaux producteurs africains (Côte d'Ivoire, Ghana) mais ne devrait pas fortement progresser à moyen terme.

Le Cameroun ne bénéficie plus d'un accès privilégié au marché américain puisqu'il a été exclu des pays bénéficiaires de l'AGOA⁶ à compter de janvier 2020. Les Etats-Unis reprochent au pays des violations persistantes des droits de l'homme. L'impact devrait être limité compte tenu du faible poids des Etats-Unis dans les exportations du Cameroun (2% en 2017).

Les importations devraient augmenter en relations avec la réalisation des projets d'infrastructure (équipements) et la poursuite de la reprise après-Covid de la demande de biens de consommation. Mais cette hausse ne devrait pas être suffisante, face à la progression attendue des exportations, pour provoquer une dégradation du solde courant qui devrait rester modéré, autour de -2% du PIB.

Les flux d'investissement devraient rester limités, freinés par la situation sécuritaire du pays.

⁴ REO FMI Avril 2022

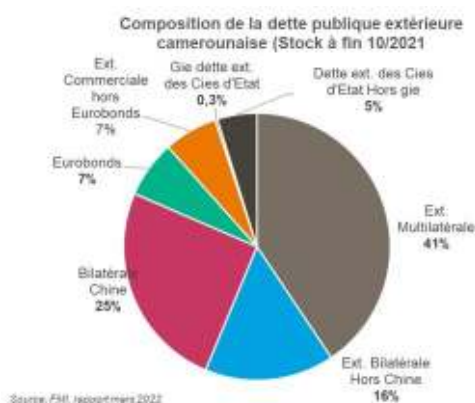
⁵ Review Mars 2022

⁶ Programme destiné à faciliter et encourager les exportations africaines vers les États-Unis



- **Un risque élevé de surendettement extérieur malgré un niveau d'endettement modéré**

La dette extérieure est quasi exclusivement (près de 95%) de la dette publique, composée majoritairement (plus de 80% à fin 2021) de dette multilatérale et bilatérale (25% du stock de dette extérieure est détenu par la Chine). La dette est à 40% libellée en EUR, la durée moyenne d'échéance est de 9 ans et moins d'un quart est à taux variable.



Le FMI a accordé au Cameroun un financement de 690 Mns\$ sur 3 ans en juillet 2021. L'Etat camerounais a émis un Eurobond en juillet 2021 (685 Mns€ à 5,95% sur 12 ans) lui permettant de refinancer 80% de celui en 2015 (750 Mns \$ (ou 75 Mds FCFA).

Selon le FMI, la dette extérieure devrait atteindre un pic à 35,5% du PIB en 2021. Le niveau du service de la dette (amortissement et intérêts) rend le pays vulnérable. Rapporté aux exportations, il dépasserait 18% en 2021, supérieur au seuil de 10% fixé par le FMI en termes de soutenabilité pour le Cameroun⁷. Le poids du service de la dette extérieure dépasserait 22% des revenus de l'Etat, très au-delà du seuil recommandé (14%).

Les mesures de suspension du service de la dette du G20 (dont a bénéficié le Cameroun à hauteur de 1,2 % du PIB au titre des échéances de mai 2020 à décembre 2021) ou d'annulation du service dû au FMI accordées dans le contexte de la crise COVID, n'ont pas été étendues au-delà de décembre 2021. Le refinancement de l'Eurobond a toutefois amélioré le profil de remboursement et pourrait permettre de réduire le poids du service de la dette dès 2022-23 selon le FMI. Cette amélioration serait renforcée par la restructuration effective de la dette extérieure de SONARA, actuellement en cours de négociation.

- **Tensions atténuées sur les réserves de la BEAC**

Le Cameroun, qui contribue à hauteur de 60% des réserves de la zone est, comme l'ensemble des pays de

la CEMAC, régulièrement confronté à des difficultés d'accès aux devises.

Suite aux difficultés de nombreuses entreprises des pays de la CEMAC pour se procurer des devises, en 2018, la BEAC avait mis en place en juillet 2019 dans le cadre du « compromis de Douala » un mécanisme visant à inciter les banques et les entreprises à rapatrier leurs devises détenues sur des comptes à l'étranger, permettant d'atténuer les tensions. En août 2021, les pays de la CEMAC ont reçu une allocation de plus de 900 Mns DTS (1,3Mds USD environ) dans le cadre d'une allocation exceptionnelle du FMI (456 Mds DTS, 650 Mds\$). La CEMAC a recommandé de conserver la moitié de des fonds. La hausse des prix des hydrocarbures devrait être favorable au niveau de **réserves de la CEMAC qui restaient à fin 2021 à un niveau faible**, couvrant 3 mois d'importation (contre 5 mois recommandés par le FMI).

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Des tensions internes inquiétantes**

Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, a été réélu pour un 7^{ème} mandat en octobre 2018. Son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) a **remporté** 139 des 180 sièges de l'Assemblée nationale aux élections de février 2020 (étant précisé que 13 sièges n'ont pas pu être attribués suite à l'annulation du scrutin dans les deux régions anglophones). Le sujet de sa succession se posera au plus tard lors des prochaines élections (2025) et pourrait être source d'instabilité politique.

Les tensions politiques et sociales sont très vives dans le pays, le régime de P. Biya étant contesté et toute manifestation d'opposition réprimée. Plus de 37% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Selon les Nations Unies, 4.4 Mns de personnes (près de 15% de la population) avaient besoin d'aide humanitaire en 2021. Les difficultés d'approvisionnement et la hausse des prix alimentaires et de l'énergie risquent d'aggraver la situation et d'accentuer le mécontentement de la population.

La situation sécuritaire est en outre extrêmement dégradée dans les deux régions anglophones du nord-ouest et sud-ouest du pays. Les manifestations des avocats et enseignants anglophones qui ont éclaté fin 2016 ont dégénéré en revendications indépendantistes de la part de mouvements séparatistes radicaux. Les actes de violence et les affrontements entre l'armée régulière et les miliciens séparatistes se sont multipliés depuis 2017. Fin octobre 2020, une école a été attaquée, faisant huit victimes parmi les élèves. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés estime à plus de 710 000

⁷ Seuil applicable aux pays à faible capacité d'endettement selon la méthodologie d'analyse de soutenabilité de la dette FMI/ Banque Mondiale



le nombre de personnes déplacées à fin septembre 2020 en raison de l'insécurité dans la région.

Le Président Biya avait lancé en septembre 2019 un « grand dialogue national » qui a abouti à une proposition de statut spécial pour les régions anglophones, qui est loin de faire l'unanimité.

Des violences intercommunautaires ont éclaté en mars 2022 dans la région anglophone du Nord-Ouest où les mouvements séparatistes combattent les troupes gouvernementales depuis 2017 obligeant des centaines de personnes à se réfugier dans les régions francophones. L'insécurité alimentaire est sévère dans la région alors que l'accès de l'aide est compliquée par les troupes séparatistes.

Par ailleurs, les régions du nord sont en proie aux attaques de Boko Haram, un groupe djihadiste basé au Nigeria, depuis 2013. Les installations sanitaires seraient particulièrement visées. La situation est également tendue aux frontières avec la Centrafrique à l'est du pays. En avril 2022, le Cameroun a signé un accord de coopération militaire avec la Russie.

- **Gouvernance et climat des affaires**

Bien que le Cameroun se situe dans la moyenne des pays de la zone CEMAC, son classement en matière de gouvernance témoigne de l'absence de progrès. Ses performances sont particulièrement faibles en termes de stabilité politique et de lutte contre la corruption. Le pays occupe la 149^{ème} place sur 179 du classement 2020 de Transparency International.

Par ailleurs, les tensions sécuritaires au sein du pays ont des répercussions négatives sur le climat des affaires

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Cameroun est exposé aux risques liés au changement climatique (124 sur 181 pays selon l'indice de vulnérabilité ND Gain) : hausse des températures, sécheresse, vents violents et inondations. La déforestation s'est accélérée ces dernières années, conduisant les Autorités à s'engager dans la promotion d'une gestion durable des ressources.

Le plan de développement à 30 ans (SND-30) fixe des objectifs en ce sens avec l'appui de la Banque Mondiale.

Le Cameroun est l'un des 105 pays signataires de la Déclaration de Glasgow⁸ de la CoP26 et de la déclaration sur l'usage des terres visant à mettre fin à la déforestation et à reboiser.

Le Cameroun est faible émetteur de CO2 (137^{ème} sur 145 pour les émissions par habitants).

Le rapport sur la Contribution au niveau national actualisée à fin 2021 fait apparaître un **objectif de réduction de GES de 35% à l'horizon 2030** (-23% dans un scénario conditionnel et -12% inconditionnel).

⁸ La [Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme](#) vise à réduire au moins de moitié les émissions

mondiales du tourisme ces 10 prochaines années et les réduire à zéro le plus tôt possible avant 2050.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.